



BONHEUR EN BAS

(sinon malheur en haut)

Journal lyonnais de décryptage de l'actualité politique

EDITO

En 1881, l'enseignement primaire est rendu gratuit, laïque et obligatoire. Huit ans après, Jules Ferry, personnage politique certes critiquable, défend sa politique à la tribune de l'Assemblée Nationale :

Ce système d'éducation nationale au frontispice duquel on n'a pas craint d'écrire que, de la part de la société, « l'enseignement est un devoir de justice envers les citoyens » [...], cette mise en valeur du capital intellectuel de la nation, de toutes les capacités latentes de tous les génies qui peuvent être méconnus ou étouffés, dans une grande et féconde démocratie, messieurs, c'était le rêve de nos pères.

« Le rêve de nos pères », c'est celui de la Révolution Française. Mais quel est-il ? Il ne s'agit pas d'être naïf quant à la nature de l'école aujourd'hui et de tous les défauts qu'elle peut avoir : pour s'adapter aux enjeux du monde actuel, elle doit radicalement changer. Mais comment, et pourquoi ? Le bouleversement numérique induit une éducation inédite des citoyens, formés à ces nouvelles problématiques. L'urgence est de développer l'esprit critique des élèves, qui doivent comprendre que l'état du monde n'est pas tombé du ciel mais qu'il est le fruit de choix politiques qui portent un nom : le libéralisme, et que ces choix politiques, fabriqués de main d'homme, peuvent être défaits de main d'homme. Les élèves d'aujourd'hui seront les citoyens de demain. Voulons-nous des citoyens éclairés, ou des consommateurs abrutis ?

L'école avait le pouvoir de lutter contre l'explosion des inégalités : elle permettait, dans une certaine mesure, à un pauvre de devenir moins pauvre par l'accès à un métier plus valorisé que celui de ses parents. C'était son rôle, certes partiel, d'ascenseur social. Avec la suppression des moyens mis dans l'école public, du Baccalauréat, et la construction d'écoles privées dites « européennes », ce sont donc les gens du peuple qui en pâtiront, quand les privilégiés resteront des privilégiés. Le Bac offrait auparavant à un élève riche le même diplôme, avec la même valeur juridique, qu'à un élève pauvre : il est supprimé.

La stratégie qui consiste à ruiner le service public pour ensuite constater platement son inefficacité et le confier au secteur privé (sans résultat significatif) est connue. L'illustration la plus récente en est la SNCF.

L'apprentissage doit offrir aux élèves des savoirs, et non des compétences. Certains savoirs ne servent à rien, et ils en sont d'autant plus précieux : connaître l'histoire, la géographie, savoir écrire -en un mot, se cultiver, ne sert à rien d'autre qu'à avoir quelque chose en commun, qu'on nomme la culture. C'est cette culture qui permet d'envisager une nouvelle voie dans le vivre-ensemble, et c'est précisément cela qui fait peur au gouvernement.

La jeunesse est doublement concernée par les luttes actuelles. C'est elle qui se retrouvera, avec la réforme Blanquer, sans les outils nécessaires pour penser le monde à venir. Le combat des GJ tire toute sa légitimité dans la contestation de telles réformes : les gens ont faim, le climat se dérègle, et nous avons besoin de savoir pour être armés face à ces bouleversements inédits. La matraque ne nourrit pas, les gaz lacrymogènes ne réduisent pas ceux à effet de serre.



Actualités nationales :

Climat, privatisation,
loi Blanquer

P.2-3

Décryptage médiatique :

Grand débat national,
débat BFM "La crise, et
après?"

P.4-5

Entretiens, témoignages et mobilisation lyonnaise :

P.6-7

Suite p.3



« Les fruits sont à tous, et la terre n'est à personne. » Retour sur la marche pour le climat

A Lyon, le cortège de la marche du siècle pour le climat a réuni 18.000 personnes selon les autorités, 30.000 selon les organisateurs. A Paris, la foule était immense et, place de la République, une scène de concert était installée, entre les buvettes et les sandwiches aux saucisses dévorés par une population jeune et apprêtée. Pourtant, les industries de la viande comme de la mode ne sont compatibles avec une réelle transition écologique.

Nous, Gilets Jaunes dans notre diversité, remettons unanimement en cause l'injustice sociale et fiscale qui provoque des inégalités toujours plus écrasantes. Les conséquences du capitalisme incarné par Macron et son gouvernement sont d'ordre social : l'appauvrissement des pauvres ; démocratique : le peuple est privé de sa souveraineté et de son droit à disposer de lui-même censé être garanti par l'ONU ; mais aussi écologique, puisque ce sont les décisions des hauts responsables et l'impossibilité imposée à la population à intervenir dans les choix collectifs qui sont responsables de la catastrophe climatique.

Ne soyons pas naïfs. L'écologie n'est pas une affaire de morale. Le capitalisme n'arrêtera pas de détruire la planète au simple motif que « ce n'est pas bien ». Macron sait que les ours polaires meurent, mais Macron préfère que Total gagne de l'argent en tirant le pétrole responsable de la mort de ces ours. Macron sait que le glyphosate est

dangereux, mais Macron préfère maintenir son utilisation car Bayer-Monsanto participe au financement de sa campagne européenne. Nous pourrions poursuivre ces exemples à l'infini mais nous préférons économiser le papier en n'oubliant pas que la pollution de l'air tue 67000 personnes par an en France. Ces gens meurent assassinés de la main même du pouvoir.

Il est impératif que le gouvernement agisse, et il ne le fera pas de son plein grès. L'occasion s'est présentée tant de fois sans jamais être saisie. Le militantisme tel qu'il a existé durant des années, sous forme de marches citoyennes ou de COP gouvernementales a montré ses limites et son inefficacité.

Il n'y a pas d'opposition entre GJ et écologistes : les uns comme les autres veulent laisser à leurs enfants une planète habitable, tous sont victimes des volontés politiques et industrielles. L'injustice est là : les plus riches mettent en place une situation qui les enrichit quand les plus pauvres en subiront les

premiers les conséquences. Cet état de fait porte un nom : le capitalisme. Trouvons une nouvelle voie afin que le pouvoir politique s'empare de la question, qu'il défende le bien commun contre les intérêts privés qui lui sont incompatibles. L'urgence est là, nous vivons dedans. Ce défi collectif est un enjeu énorme et les solutions doivent l'être aussi. C'est l'unique raison légitime de l'existence d'un gouvernement. S'il ne la remplit pas, qui sert-il et à quoi sert-il ? La France est-elle incapable de se donner les moyens de cette transition nécessaire ? Prenons l'exemple de l'Indonésie : « on y a supprimé les subventions sur le kérosène, et avec les recettes générées par cette suppression, l'État a créé les fondations d'un système de sécurité sociale en matière de santé[2]. »

Avec le Grand Débat inutile, et maintenant les conférences citoyennes, Macron gagne du temps en gaspillant le nôtre. Il reste deux ans pour tout changer : le temps, c'est l'élément le plus précieux, et

nous ne pouvons plus le prendre pour discuter en vain. C'est ici et maintenant qu'il faut trouver de nouvelles façons d'agir ensemble, Gilets Jaunes et militants de la marche pour le climat. L'enjeu n'est rien d'autre que la sauvegarde de la vie dans des conditions dignes pour tous. Puisque la situation actuelle est intenable, il faut tout bouleverser car « l'utopie a changé de camp : est aujourd'hui utopiste celui qui croit que tout peut continuer comme avant. [3] »

[1] « Les fruits sont à tous, et la terre n'est à personne », Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes, 1755, Jean-Jacques Rousseau.

[2] « Plus on est riche, plus on pollue » de Lucas Chancel, chercheur en sciences sociales, il codirige le Laboratoire sur les inégalités dans le monde et a publié le *Rapport sur les inégalités mondiales*. 13 juin 2018, Reporterre.

[3] *Comment tout peut s'effondrer : Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes*, 2015, P. Servigne.

France : Grande braderie !

Vente de la FDJ, ADP, ENGIE = loi PACTE

Contre l'avis de tous les partis sauf la LREM, le gouvernement vend trois entreprises nationales rentables. Bruno Le Maire s'est justifié ainsi : il faudrait "récupérer des moyens pour financer l'investissement" et "construire l'avenir des Français". Nous partageons le constat, mais la méthode semble douteuse...

Après de longs débats à l'Assemblée nationale dans la nuit du vendredi au samedi 16 mars 2019, 27 députés sur les 45 présents ont voté (aux alentours de 6 heures du matin) en faveur de la loi Pacte, texte prévoyant de supprimer (ou baisser) l'engagement de l'Etat en tant qu'actionnaire dans plusieurs grands groupes français. Ce texte sera examiné une dernière fois par le Sénat en Avril avant un retour à l'Assemblée nationale qui aura le

dernier mot sur la question. Alors, en quoi consiste cette loi Pacte passée en catimini à l'aube du 18ème acte des Gilets Jaunes ?

La proposition prévoit d'abord de céder l'intégralité des parts du groupe ADP (ex-Aéroport de Paris) pour 70 ans. Si le gouvernement a pu annoncer qu'il conserverait 20% des parts, les espoirs d'obtenir une prime de contrôle en cas de vente totale semblent bien plus alléchants pour Bercy. Cette opération devrait

permettre une entrée de dix milliards d'euros pour les finances publiques. Deuxièmement, le transfert au privé de la majorité du capital de la société Française des Jeux (FDJ). Si aujourd'hui, l'Etat possède 72% du capital de ce groupe, le souhait du gouvernement actuel serait de conserver seulement 20% des parts même si aucune garantie n'est apportée à ce sujet.

Dernier point, la cession des parts de l'entreprise Engie. Si l'Etat était encore actionnaire à hauteur de 23,64%, le projet de loi prévoit de supprimer le seuil minimum de participation de ses parts.

Pourquoi cette vague de privatisation ? Pour le ministre de l'Economie et des Finances Bruno Le Maire qui s'est exprimé le 5 février 2019 au Sénat, la cession des différentes parts devrait permettre à l'Etat d'engranger entre 15 et 19

milliards d'euros. Une partie de cette somme serait alors utilisée afin de rembourser un fragment de la dette publique (qui, rappelons le, s'élève à plus de 2 200 milliards d'euros), la seconde partie de la somme devant alimenter un fond de 10 milliards d'euros pour "l'innovation de rupture". Tout ce qu'attendaient les français dans la rue depuis le 17 novembre dernier en somme.

Comment mieux résumer la situation que cette citation de Libération : "C'est un peu comme si un particulier vendait une partie de ses biens pour renflouer son découvert, quitte à dilapider son patrimoine". Des choix politiques toujours soucieux de l'intérêt général (on n'en doute pas) et une vision court-termiste signe de la bonne santé du système bercycomacroniste.

Loi Blanquer ou la fin de l'école républicaine

T. est professeur en lycée à Lyon. Il témoigne d'une école sapée par d'importantes coupes budgétaires depuis 2010, et explique en quoi la loi Blanquer va, en connaissance de cause, signer l'arrêt de mort de l'éducation égalitaire en France, déjà extrêmement fragilisée.

Ecole primaire, quels changements pour nos enfants ?

Dans le primaire, l'instauration de la scolarisation obligatoire à 3 ans va contraindre les communes à financer les écoles privées sous contrat au détriment du public. La création des "Établissements des Savoirs Fondamentaux" fusionnera écoles et collèges, contribuant à la désertification des villages. Cela va conduire les familles à parcourir plus de kilomètres pour scolariser leurs enfants et fera disparaître le rôle du directeur d'école qui sera assuré par les principaux adjoints des collèges dont la charge de travail va augmenter.

Réforme du lycée : matières à la carte pour plus d'inégalités

Dans le secondaire, la réforme du lycée s'appliquera dès la rentrée 2019, malgré un rejet massif de la communauté éducative. En effet, après une « consultation » des enseignants ressemblant davantage à un questionnaire de satisfaction post-achat d'un magasin d'électroménager, les nouveaux programmes ont été validés de façon autoritaire alors même que le Conseil Supérieur de l'Éducation avait voté dans sa grande majorité contre. La disparition des filières, remplacées par des spécialités « à la carte », contraint déjà les élèves de seconde à se positionner à l'aveugle sur des choix qui impacteront leur liberté d'accès aux études supérieures, les cursus universitaires n'ouvrant leurs portes qu'aux étudiants ayant pris au lycée telle ou telle spécialité. Le choix de ces spécialités pose également un souci d'égalité des chances : certaines ne seront pas proposées dans tous les lycées, ce qui contraindra les élèves soit à se rendre dans un lycée plus éloigné (accentuation des disparités entre lycées des villes et lycées des champs), soit à les suivre via un enseignement à distance, soit à choisir un autre cursus proposé dans leur lycée de secteur. La carte des spécialités a également une répercussion sur les postes d'enseignants, dont certains vont disparaître faute de pouvoir proposer la spécialité.

Plus le même Bac pour tous

La réforme du Baccalauréat contribue elle aussi à accroître les inégalités : le contrôle continu

comptant pour 40% de la note finale du Bac, ce dernier n'aura plus la même valeur suivant l'établissement dans lequel il sera passé. Un Bac passé à Rillieux sera moins bien estimé qu'un Bac obtenu aux Cordeliers.

Ecoles publiques d'élites pour les élites

Le Ministre de l'Éducation annonce aussi la création d'Établissements Publics Locaux d'Enseignement International (EPLI) sur le modèle de l'école européenne de Strasbourg, destinés en priorité à des élèves bilingues dont les parents travaillent dans les institutions européennes. Le financement de ces écoles sera vraisemblablement assuré par l'Union Européenne, mais aussi des dons et legs qui dérogeront aux cycles et aux programmes communs. Des écoles d'élite pour les élites avec un financement bien supérieur que pour les autres établissements scolaires français et donc de meilleures conditions de travail et d'apprentissage.

Le grand retour du service militaire

À cela, ajoutez le fait que le SNU (Service National Universel) sera financé non pas par le Ministère de la Défense, mais bien par celui de l'Éducation Nationale... à hauteur de 3 milliards d'euros par an ! Mais non, toujours pas d'argent pour créer de meilleures conditions de travail et d'apprentissage pour les élèves à travers des mesures simples comme réduire le nombre d'élèves par classe.

Désinformation et répression

Face à la contestation enseignante et étudiante, LREM excelle dans la désinformation, transmettant au grand public des informations incomplètes censées contredire les critiques portées à leur politique éducative. On apprend ainsi, entre autres, que 90% des enseignants soutiennent la politique du Ministre...

Si encore le Ministère s'arrêtait à la désinformation... Pensez-vous ! Les grèves étant de moins en moins suivies du fait de leur inefficacité et de l'impact économique sur des salaires en baisse, les enseignants ont trouvé de nouvelles formes de protestation – court-circuiter Parcoursup en n'entrant que des 20/20 sur le logiciel de saisie des

notes (tout en corrigeant les copies et en communiquant les vraies notes aux élèves), refuser de faire passer les évaluations de CP-CE1-6ème inadaptées aux élèves, ce qui leur a valu de recevoir des menaces de sanctions pénales pour « faute professionnelle ». D'autres, comme à Toulouse, se sont vus malmenés et gazés à grand renfort de lacrymo pour avoir bloqué les grilles du Rectorat.

Ecole de la confiance?

Les sanctions pleuvent alors que la Loi pour l'École de la Confiance, dont l'Article 1 prévoit d'imposer un devoir de réserve aux enseignants pouvant leur interdire de critiquer l'institution et ce même en dehors de leurs fonctions, n'est pas en vigueur. Selon Blanquer, il ne s'agit que d'inscrire officiellement quelque chose qui existe déjà. C'est faux : le devoir de réserve ne concerne que les cadres supérieurs de l'éducation. Les enseignants ne sont tenus qu'à un devoir de discrétion professionnelle ainsi qu'à un devoir de neutralité face aux élèves. Où est la confiance lorsqu'on tente de museler son personnel ? La Répression En Marche !

« Les profs travaillent peu pour un bon salaire. »

La réalité salariale

Selon l'économiste Robert Gary-Bobo, « pour que les enseignants retrouvent, sur leur cycle de carrière, les mêmes espérances de gains que leurs aînés, recrutés en 1981, il faudrait revaloriser les salaires d'au moins 40% ». Un enseignant gagnait en moyenne 2,05 SMIC en 1980, contre 1,19 en 2018.

Temps de travail

Le temps de service est fixé à 18h de travail présentiel pour un enseignant certifié. Cela correspond aux heures de cours effectuées face aux élèves, auxquelles s'ajoutent les temps de recherche documentaire, préparation de cours, correction de copies, suivi des élèves, réunions, conseils de classe et tâches administratives diverses. Rappelons qu'auparavant,



la durée légale hebdomadaire du travail était de 40h. Ce maxima de service hebdomadaire n'a pas changé depuis que la durée légale du travail est passée à 35h. Le temps total de travail hebdomadaire des enseignants (travail visible face aux élèves, et travail invisible détaillé précédemment) est en moyenne de 43h. De plus, suite aux réformes successives, le nombre d'élèves par classe a radicalement augmenté et rappelons-le : plus d'élèves, c'est plus de copies à corriger, plus de bulletins, plus de suivis, donc plus d'heures de travail. À cela s'ajoute de nouvelles missions à la charge du professeur comme l'accompagnement des élèves à besoins particuliers (dyslexie, dysorthographe, etc.) et l'inclusion des élèves handicapés. Notons aussi que contrairement aux idées reçues, un enseignant travaille pendant les vacances, mais également le soir et le weekend : la préparation des cours et les corrections des copies ne se font pas toutes seules !

Dégradation totale des conditions de travail

L'enseignement se fait dans des locaux souvent vétustes (dégâts, amiante...) à quoi s'ajoute le manque de matériel (haut-parleurs, ordinateurs, imprimantes, photocopieuses...). Les enseignants sont régulièrement contraints de prendre sur leurs deniers personnels pour acquérir des ordinateurs, imprimantes et cartouches d'encre leur servant à préparer leurs cours à domicile, faute de logiciels ou de postes disponibles dans les établissements.

Plus grave encore, le manque de soutien de la hiérarchie en cas de problème avec des élèves ou parents d'élèves. Les affaires sont souvent étouffées, et les enseignants culpabilisés et isolés. Je pense notamment aux conditions ayant conduit au suicide Jean Willot, professeur des écoles à Eaubonne, le vendredi 14 mars dernier.

FAITES CE QUE JE DIS, PAS CE QUE JE FAIS.

Le roi-Macron convoque à l'Elysée ses prétendants. Grâce à ce stratagème, il pourra dire qu'il a entendu l'opposition. C'était l'occasion rêvée pour mentir et renverser le langage : quelques kiosques brûlent (comme, d'ailleurs, lors de la victoire de la France à la Coupe du Monde dans l'indifférence sélective des médias) et ce sont les GJ qui « détruisent le commerce ». Et que penser du désinvestissement de l'Etat qui met des millions de personnes au chômage ? Que penser des traités internationaux qui détruisent nos agriculteurs et nos magasins de proximité ?

Macron a reçu ce lundi à l'Elysée 64 « intellectuels ». Il y a fait quelques remarquables déclarations, où il soulève de réels dysfonctionnements contemporains : « Et toutes les paroles se valent », comme sur les réseaux sociaux où « je peux insulter le président de la République sur Twitter mais aussi construire des espaces de confiance avec des gens qui disent comme moi. Je ne me confronte plus aux autres » affirme-t-il.

Le problème de la valeur de la parole est en effet central. Les paroles ne se valent pas : celles d'un responsable politique, s'exprimant en principe au nom des citoyens qui l'ont élu, devraient engager sa responsabilité. La parole d'un ministre ou d'un président et le média utilisé (Twitter n'est pas le Journal Officiel) n'est pas celle d'un citoyen : l'homme politique, quand il parle, engage un état.

Voici ce que Macron dit en juillet 2017 : « La première bataille, c'est de loger tout le monde dignement. Je ne veux plus, d'ici la fin de l'année, avoir des femmes et des hommes dans les rues, dans les bois ou perdus. ».

Voici ce qu'il fait : la préfecture d'Île-de-France abaisse son budget hébergement de 9% par rapport à 2017, soit 38 millions d'euros en moins. Quant aux familles avec des enfants de plus de trois ans, elles peuvent être désormais expulsées de leur logement via dispositif 115. Quant aux « espaces de confiance avec des gens qui disent comme moi », le président doit probablement songer aux couloirs du pouvoir où, selon ses mots, « tout le monde » réclame la suppression de l'ISF. Il est vrai que le peuple n'a eu de cesse de quémander, des années durant, la suppression de l'ISF et jamais l'augmentation du SMIC.

De la même façon, Agnès Buzyn ferme des lits d'hôpitaux pour mieux soigner, Jean-Michel Blanquer malmène les conditions de travail des professeurs pour mieux éduquer, Nicole Belloubet rend l'accès à la justice plus problématique et l'instrumentalise contre Mediapart lorsque ceux-ci dévoilent une affaire d'Etat par soucis de démocratie et de liberté de la presse. Le langage politique actuel croit qu'il est vrai en dépit du réel. Il renverse systématiquement les mots et les choses.

Se plaçant dans la peau d'un GJ, Macron livre donc son analyse : « Ce que je peux faire sur les réseaux sociaux, maintenant je le fais dans la rue, l'anonymat devient une cagoule, un casque, et je peux faire le pire dans un lieu qui n'est pas mien, détruire des commerces, qui n'appartiennent à personne et n'ont pas de réalité ». Le pire ? Des vitrines brisées, des rues dépavées, ou des blessés dont son

ministre Castaner porte tout la responsabilité du côté forces de l'ordre comme du côté manifestants à tel point que l'ONU et Amnesty International sonnent l'alarme, des burn-out, du chômage de masse et l'impossibilité de vivre dignement : se nourrir, se loger, se soigner.

Ce qui fait « le pire » dans un lieu qui n'est pas le sien, n'est-ce pas la mondialisation ? Une multinationale s'implantant dans un pays pauvre pour vendre à un pays riche des produits inutiles et polluants ? N'est-ce pas cela qui nuit au commerce : Auchan détruisant l'agriculteur et l'épicier ? Ces lieux appartiennent à quelqu'un : le peuple. Ils ont une réalité pour lui. Ils constituent même son quotidien, pas le quotidien d'un député de la majorité ignorant le montant du SMIC. Pour finir, ce sont les attaques à l'encontre des médias indépendants qui mettent à mal la liberté de la presse ou encore l'instrumentalisation de la presse people pour vendre le couple Macron, et non un kiosque qui brûle qui menace la liberté d'expression. Kiosque dans lequel travaille par ailleurs quelqu'un menacé lui aussi par l'austérité.

A l'issue de cet argumentaire, Macron aboutit à la même conclusion que les GJ : « On ne peut pas s'arrêter à la tyrannie d'une irréductible minorité ». Cette irréductible minorité est-elle composée des smicards, des chômeurs, des précaires, des fonctionnaires ou des retraités, qu'ils portent ou non un gilet, que celui-ci soit jaune, vert, orange, etc. Cette irréductible minorité n'est-elle pas plutôt les 26 personnes qui détiennent la moitié des richesses mondiales ?



Réflexions sur... la légitimité du pouvoir

Débutons en beauté cette rubrique avec un classique de philosophie politique, le « Discours sur la servitude volontaire » de l'écrivain français Etienne de la Boétie. Publié en 1576, l'auteur s'attelle à démontrer que la domination exercée par un petit nombre sur le grand nombre n'a rien de naturel et surtout que la légitimité dont se vêt le « tyran » pour pouvoir exercer sa domination ne tient qu'à peu de choses.

Considérant que « Mère Nature » nous a créé de façon relativement égale et que les dominés sont numériquement majoritaires, pourquoi ces derniers ne s'emparent-ils pas de la liberté de fait dont ils disposent ? Pourquoi préfèrent-ils s'auto-soumettre à des gouvernants souvent tyranniques qui ne possèdent qu'une faible légitimité comparée à leur immense pouvoir ? Il définit ainsi trois types de tyrans qui selon lui jouissent du royaume, que ce soit par « l'élection du peuple », « la force des armes » ou par la « succession familiale ». Tout en montrant leur fragile légitimité (souvent basée sur des critères qu'ils ont eux-mêmes choisis), il souligne également les causes du consentement des peuples et en tire trois principales raisons : la tradition (ou l'habitude des peuples à être dominés), le pouvoir de manipulation des tyrans ; ou encore l'intérêt que peut tirer le peuple de cette domination.

Ainsi, même s'il ne les blâme pas, Etienne de la Boétie soutient que ces peuples sont responsables de leur situation.

Sa conclusion est claire : il faut échapper à l'aliénation de notre liberté. Comment ? Pour lui, la réponse est simple et pourtant difficile à mettre en œuvre : le peuple doit prendre conscience de sa condition et particulièrement de la faible légitimité des gouvernants. La croyance en cette légitimité permet au système de se maintenir. Il dit ainsi, tel un remède à l'adresse des dominés : « Si on ne leur donne rien, si on ne leur obéit point, sans combattre et sans frapper, ils demeurent nus et défaits et ne sont plus rien ».

FACT CHECKING : GUERINI AU PILORI

Petit tour du côté du débat politique diffusé sur BFMTV le Mercredi 20 mars 2019 présenté par Ruth Elkrief et réunissant les différents chefs des partis politiques majoritaires : Olivier Faure (PS), François Bayrou (MoDem), Jean-Luc Mélenchon (LFI), Laurent Wauquiez (LR), Marine Le Pen (RN) et Stanislas Guérini (LREM). C'est ce dernier qui se trouvera ici à l'honneur pour une petite session "vérification et précision" (ou fact-checking) autour de ses interventions.



Stanislas Guérini,
délégué général de LREM.

Diplômé de HEC, PDG d'entreprise, proche de la famille Emelien (Ismaël Emelien, conseiller spécial de Macron, a démissionné suite à l'affaire Benalla). Il était le chauffeur de salle de Macron pendant sa campagne.

Première erreur

Dans le premier tiers du débat, L.Wauquiez interpelle S. Guérini en s'interrogeant au sujet de la suppression des taxes sur le carburant engagée par le gouvernement en 2018, soit celles qui ont originellement poussés les Gilets Jaunes à sortir dans les rues. En effet, devant la colère des français, celui-ci avait annoncé en décembre 2018 qu'il renoncerait à augmenter ces taxes comme prévu dans son agenda.

Si S. Guérini affirme à au moins deux reprises et de façon brumeuse qu'il "est contre toute augmentation de la fiscalité" et que "nous avons supprimé les augmentations de taxes", essayant

de s'extirper de la gênante question du chef des Républicains. Malheureusement pour lui, c'est faux : si le gouvernement est bien revenu sur les augmentations de taxes initialement prévues pour 2019, il n'en a jamais été de même pour celles de 2018. Autrement dit, même la première revendication des Gilets Jaunes n'a été que partiellement entendue par l'Elysée : on n'a pas vidé la coupe trop pleine, seulement évité qu'elle ne déborde un peu plus, encore et encore...

Deuxième erreur

Après une intervention de F.Bayrou et O. Faure à propos de la désertification médicale et du retrait de l'Education Nationale dans les zones rurales, S. Guérini souhaite préciser que "Faire croire que cette majorité fait reculer l'école dans les territoires ruraux, il n'y a rien de plus faux". Tout ceci est vite dit.

Il argumente alors autour du fait qu'aucune école n'a été fermée lors de la rentrée 2018 même s'il accorde que des classes ont bien été supprimées (entre 200 et 300 suppressions étaient prévues en Mars 2018 pour la rentrée, 808 d'après une enquête du SNUipp-FSU mais seulement 129 pour le chef du parti). Précisons également la suppression de 1 800 postes au sein de l'Education Nationale (FranceTV info), conséquence direct du premier point. Du coup, nous voilà rassurés : si les écoles ne ferment pas, quelle importance si les classes sont toujours plus surchargées avec des conditions d'enseignement se détériorant à mesure que le budget fond ? Tout va très bien on vous dit : les élèves quittent les écoles des zones rurales, l'équilibre est ainsi tout trouvé avec la suppression des classes, moins importante que les années précédentes. Pourquoi les élèves ne vont plus dans ces écoles ? Pourquoi toutes ces manifestations depuis près d'un an par des parents d'élèves et des professeurs comme dans l'Aisne, dans l'Allier ou encore dans les Ardennes contre la fermeture de ces classes ? Quelle importance ? Tout va très bien.

Troisième erreur

Ici, auto-congratulation du chef des Marcheurs à propos de la participation au Grand Débat National initié par le gouvernement le 15 janvier 2019 et terminé dans l'indifférence générale le 15 mars 2019 : "les français sont venus par millions contribuer dans ce grand débat par Internet, dans les réunions publiques...". Ne serait-ce pas un peu exagéré ?

Pour reprendre le Fact-checking des Décodeurs du Monde du 21 mars 2019, M. Guérini semble s'être légèrement laissé emporter par son enthousiasme : "il y a eu 1 932 881 contributions sur la plate-forme en ligne du grand débat, a affirmé, le 19 Mars à l'Assemblée nationale, le ministre Sébastien Lecornu [...] mais ce chiffre ne correspond qu'à 475 439 contributeurs réels, parmi lesquels beaucoup n'ont fait que remplir un questionnaire rapide. Quant aux réunions locales, autour de 400 000 à 500 000 personnes y ont participé d'après l'AFP". Le Monde précise qu'on peut ainsi tabler "sur une fourchette haute de l'ordre d'un million de participants (à supposer que ceux qui contribuent en ligne ne soient pas les mêmes que ceux qui se rendent aux débats en mairie)". Autres éléments, le manque de diversité autour de ce Grand Débat National souligné par les garants. La plupart des participants a plus de 40 ans, est éduquée et bien plus masculine que l'ensemble de la population française. Le chercheur du GIS Démocratie et Participation précise que "la cartographie des débats montre une participation plutôt urbaine, en décalage de la France périphérique d'où étaient parties les premières revendications des Gilets jaunes". Guy Carlier, un des garants du Grand Débat National souligne ainsi qu' "il ne s'agit pas d'un sondage représentatif de l'opinion des Français mais seulement de l'avis des gens qui ont participé au débat". De quoi tempérer la ferveur du chef de parti LREM.



Réflexions sur... richesse et fin du monde

A Lyon, en 1542, le peintre et graveur allemand Hans Holbein le Jeune publie *Les simulacres et histoires face à la mort*. Dans une série d'une quarantaine de gravure, il représente des « danses macabres ». Ce sont des scènes de la vie quotidienne où la Mort, sous forme d'un squelette, vient chercher tout le monde, du paysan jusqu'au Pape, du plus pauvre au plus riche. La Mort, souvent déguisée, jouant d'un instrument, vient rétablir la justice auprès de celui qui abuse du pouvoir ou de l'avare. Le texte qui précède les gravures s'intitule « La Médecine de l'âme », où Holbein exhorte le lecteur à cultiver sa « santé spirituelle », à se méfier des « choses mondaines » et des biens matériels. Dans cette gravure, l'homme tente d'échapper à la Mort en emportant

tout ce qu'il possède avec lui, mais la Mort le rattrape sans lui laisser le choix.

Les espèces animales disparaissent à une allure effrénée : nous sommes dans la 6ème extinction de masse. La 5ème s'est déroulée il y a 66 millions d'années lors de la disparition des dinosaures. La survie de l'espèce humaine dépend de celle du vivant en général. Lorsque notre biosphère sera complètement détruite, et nous y allons si nous ne changeons pas radicalement le système aujourd'hui, Macron ne pourra s'échapper sur un yacht avec Bernard Arnault. Il ferait bien de s'inspirer de ces réflexions, car le squelette viendra le chercher lui comme chacun d'entre nous.

RENCONTRE AVEC UN ACTIVISTE

Nous avons rencontré S., étudiant en sciences sociales, se revendiquant anarchiste.

Pourquoi es-tu entré dans le mouvement des gilets jaunes?

Ca fait déjà quelque temps que je suis militant politique, dans ce que les médias peuvent appeler l'ultra gauche. Je milite pour une déconstruction de ce Monde, ce Monde spectacle. Je suis militant anticapitaliste, et c'est la première chose dans laquelle je me suis retrouvé dans le mouvement des Gilets Jaunes.

Aujourd'hui, on a un Monde, une France, tels quels qui, à cause du système capitaliste, pourrit la vie à trop de gens. Ce système capitaliste utilise notre force de travailleurs pour faire de l'argent sur notre dos, pendant que trop de familles ne peuvent même pas aller au cinéma ou au restaurant avec leurs gosses.

Et c'est dans cette lutte pour un mieux vivre, et une participation plus importante au système politique, que je me suis retrouvé dans les Gilets Jaunes. Mais je ne me retrouve pas forcément dans les propositions de la plupart des manifestant.e.s.

Par exemple ?

Le RIC, qui est la revendication principale aujourd'hui. Pour moi c'est une petite miette.

Dans les faits, les politicien.ne.s pourront s'en emparer pour faire passer certaines lois ciblées, en mettant en avant que c'est le peuple qui en a décidé. Personnellement, je serais plus pour une démocratie dite expérimentative.

Seuls ceux et celles qui sont concerné.e.s, devraient pouvoir donner leur avis. Chaque personne devrait pouvoir choisir pour sa localité, sa temporalité, et avoir les moyens et la liberté d'expérimenter un projet, afin de voir s'il est viable.

Le RIC, lui, pourrait donner la parole à des personnes qui ne sont pas forcément concernées, et n'est pas un positionnement assez radical face à l'urgence actuelle.

Comment est ce que tu te positionnes face à cette urgence ?

Je suis partisan de la radicalité.

Mais on sait aujourd'hui que la société n'y est pas prête.

On pourrait montrer que la radicalité a une efficience, mais ça prendrait énormément de temps.

Aujourd'hui, les écolos ne sont pas partisan.e.s de la radicalité, et si on prend le temps de sensibiliser, je crains qu'il ne soit trop tard face à l'urgence climatique.

Si le mouvement des GJ fait plus parler qu'une manifestation pour le climat rassemblant plus de monde, c'est parce

qu'il fait peur, notamment de part sa violence.

Normalement, c'est l'Etat qui a le monopole de la violence légitime, et elle est aujourd'hui légitimée de part la soit disant représentativité du peuple à l'Assemblée.

Pour moi, si on veut vraiment détruire le pouvoir, il va falloir le prendre. Mais ceux et celles qui ont le pouvoir n'ont aucune raison de nous le laisser.

Alors comment on fait ?

Il faut créer un rapport de force. Pour le créer, soit il faut être très nombreux, soit être radical.

Vu qu'aujourd'hui les gens sont plus divisés et individualistes, c'est très compliqué de faire une union de masse. Il me semble aussi qu'historiquement, il n'y a aucun mouvement pacifiste qui ait amené à un basculement majeur. Je comprends que ce soit difficile à entendre, parce qu'on est dans une société pacifiée, on peut avoir peur de perdre certains privilèges, mais il faut passer à la vitesse supérieure avant qu'on ne les perde tous.

Qu'est ce que tu as à dire aux personnes qui te diront que casser les vitrines n'amènera à rien et que ce sont nos impôts qui vont rembourser ?

Il faut déjà comprendre que c'est un argument parfait pour le gouvernement d'utiliser la violence pour illégitimer le mouvement.

Peut être que ça ne servira à rien de casser des vitrines, si le mouvement n'amène à rien. Mais si au final on gagne, les 170 millions d'euros aux frais du contribuable seront infimes face à une nouvelle gestion économique que l'on pourrait mettre en place. Et puis, question d'échelle, comparons juste avec la violence de base qui est celle de l'état, son coût écologique et humain...

Pour finir, qu'est ce que tu as habitude de dire aux personnes qui s'opposent au mouvement des GJ ?

Qu'on est dans une urgence. Dans une urgence climatique qui va tous nous mettre dans la galère.

Tout ça, c'est par la faute du capitalisme. Et il est très fort. Il est sur toutes nos valeurs, tous nos affects.

C'est un système qui divise, pendant que les Gilets Jaunes, ou les anarchistes que je commence à bien connaître, tentent d'unir, de partager.

Depuis que je suis dans ce mouvement, je n'ai jamais vu quelque chose d'aussi beau, que l'entraide et la création dont font part les anarchistes et les Gilets Jaunes.

LETTRE ITALIENNE

E. est d'origine italienne et est arrivée en France en septembre dernier. Elle nous donne son point de vue sur le mouvement et le parallèle avec la situation en Italie.

Je suis dans le mouvement parce que je ne crois plus à la classe dirigeante, parce que je sais qu'ils n'ont jamais écouté ce que le peuple voulait dire, et s'ils l'ont fait c'était une stratégie pour obtenir des privilèges ultérieurs..

Macron et tous les autres parlent à notre place, mais ils n'ont aucune idée de ce que veut dire vivre toujours plus précarisé.e.s dans le monde réel.

Dans ce mouvement se lit l'exaspération des gens, la volonté de renverser un système politique et économique qui protège seulement les riches.

J'ai décidé d'adhérer aux Gilets Jaunes parce que s'il y a un moyen de changer les choses c'est celui de ne jamais se contenter, de ne jamais s'arrêter : et c'est cet aspect du mouvement qui m'a impressionnée le plus, sa capacité et son obstination à continuer à lutter, à changer de méthodes pour se faire écouter. Il s'agit d'un mouvement tellement puissant qui a mis en question des années de lutte, en faisant descendre dans la rue des groupes qui n'avaient jamais participé à des mobilisations. En plus, la volonté de se définir apolitiques est aussi un indice que les gens ne veulent plus croire en des partis qui font des grandes promesses, ils ne sont plus disposés à croire en une idéologie : nous voulons des faits concrets et nous les voulons maintenant.

En Italie, le pays d'où je proviens, comme en France, les politiques néolibérales ont eu un visage : celui de Matteo Renzi, ancien président du Conseil. Beaucoup de partis (comme le mouvement 5 étoiles et la Ligue de Salvini qui forment l'actuel gouvernement) ont profité de la situation quand il était au gouvernement pour se montrer comme des antisystèmes et des dirigeants proches des classes populaires. Dès le moment où ils sont arrivés au gouvernement ils ont révélé leur vrai visage : ils sont prêts à tout pour sauver les banques mais incapables (ou pas intéressés) à aider les gens dans des situations difficiles. Surtout Salvini s'est révélé fort avec les faibles et faible avec les puissants : sa guerre contre les migrants démontre qu'il est en train de trouver une cible sur laquelle concentrer la haine de la population, en les définissant comme les responsables des mauvaises conditions de vie des italien.e.s. La situation de l'Italie montre que le système peut changer seulement si on se réunit tou.te.s ensemble pour refuser les conditions de vie indignes qu'ils nous accordent et si on continue à lutter en se méfiant des grands puissants qui veulent parler à notre place.

Bilan non-exhaustif des actions de la semaine à Lyon-Centre

Mardi 19 mars

De nombreux GJ dans le cortège des syndicats pour l'appel à la grève générale. On s'est ensuite rejoint devant le Pathé et avons fait un discours sur les lieux de pouvoir devant le Cercle de l'Union place Bellecour. Un groupe est ensuite allé vers le Vieux Lyon mais s'est fait arrêter rapidement par les FO.

Mercredi 20 mars

Succès de l'action à la Part-Dieu pour défendre les salariés de Protection (agents de sécurité) du magasin Primark à l'appel de Unity. Obtention du remboursement de leur frais de transport, du paiement des heures supplémentaires et affichage du planning à l'avance dans un souci d'organisation.

Vendredi 22 mars

M. Blanquer, ministre de l'éducation, devait venir assister à un coloc à l'ENS. Face au comité d'accueil (une cinquantaine de syndiqués et GJ), il décide d'aller à l'Hôtel de Ville. Nous nous y rendons mais M. Blanquer s'esquive et refuse toute discussion avec nous. Si sa réforme est démocratique, pourquoi fuir le dialogue ?

Le soir, réunion avec Youth For Climate, puis avec le collectif d'avocats « Les Activistes du Droit » (retrouvez-les sur leur page FB. Le live est sur le groupe GJ Lyon Centre)

Samedi 23 mars

10h Place Guichard : beaucoup de pancartes, une grande banderole, deux sonos et la presse. Nous visitons le Cercle du Prisme dans le 6ème et le Cercle de l'Union place Bellecour, avec une lecture des informations devant chaque lieu. La marche se déroule dans la bonne humeur et sans encombre.

A 14h, les GJ se dirigent vers les quais de Saône mais les FO chargent rapidement. Peu après, nous sommes place de la République et nous nous asseyons devant les CRS. La consommation dans les magasins rue de la République est gênée. Le dialogue est efficace mais après une seule bombe à peinture, les CRS chargent avec violence et dispersent la foule. Des jeunes des quartiers rejoignent les GJ en fin d'après-midi et une nocturne avec environ 300 personnes se termine à 20h30 après avoir fait le tour de la ville.

Dimanche 24 mars

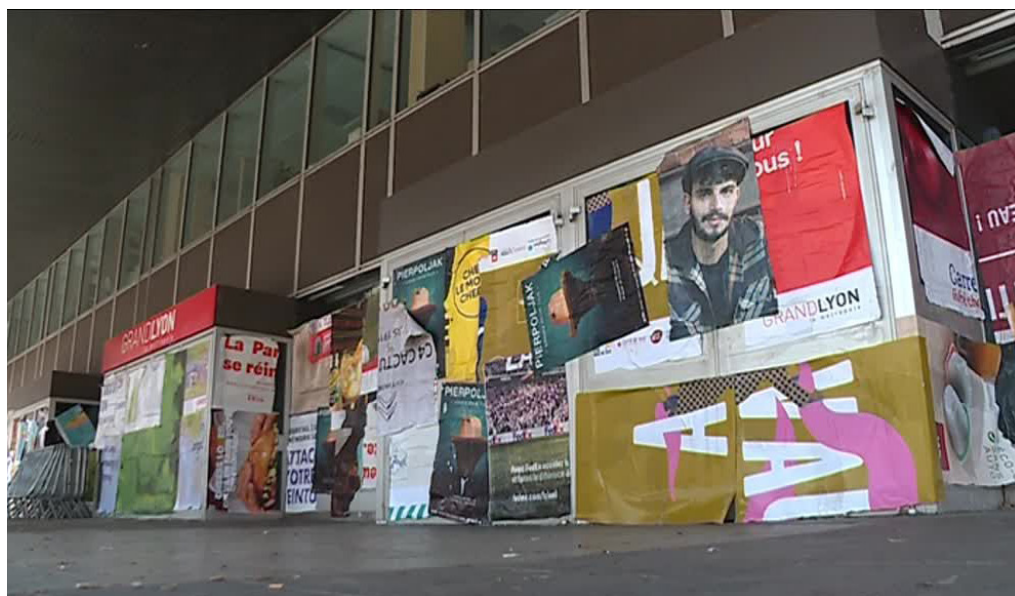
A l'occasion de la journée mondiale contre la publicité, des militants ont mené plusieurs actions à Lyon dont manifestation.

INTERPELLER LES LIEUX DE POUVOIR LYONNAIS

La dégradation de l'environnement et de la qualité de vie des français.es ont une même cause : un gouvernement néolibéral qui collabore avec de grandes entreprises au détriment de la justice sociale et écologique qui nous concerne tous. Nos dirigeants offrent l'argent public à ces groupes privés sans contre-parties : CICE, Flat tax, exit tax, ISF, soit près de 40 milliards d'euros en 2018.

Ceux-ci se fréquentent dans des « clubs de dirigeants » tels que, à Lyon, Le Prisme et le Cercle de l'Union. Leurs membres sont directeurs d'industrie, de banque, d'assurance etc. Présents dans tous les domaines, millionnaires ou milliardaires, ils travaillent main dans la main avec le pouvoir en place. Ils sont S.E.B, l'Institut Mérieux, April, la Banque Rhône-Alpes, Groupe Bernard, Orexad, CEDIG, GDF Suez, Ogic, Aldès, GL Events, le CIC et bien d'autres.

Il est temps que les dirigeants des grands groupes cités ci-dessus, dont certains ont reconnu la légitimité du mouvement des gilets jaunes, se positionnent du côté de la paix sociale en faisant pression sur le gouvernement pour rétablir des conditions de vie dignes pour tous.



Action anti pub à Lyon : l'entrée du bâtiment de la Métropole de Lyon recouvert d'affiches. Crédit photo : France 3 RA

Pour des actions à annoncer, des comptes rendus ou des témoignages à partager, des tribunes à publier, avis, suggestions, réactions, corrections, vous pouvez nous contacter à l'adresse mail suivante : bonheurenbas@protonmail.com



LE TEXTE DU JOUR Discours de l'Abbé Pierre, *La voix des sans-voix*, 2007

« Ceux qui ont pris tout le plat dans leur assiette, laissant les assiettes des autres vides, et qui ayant tout disent avec une bonne figure « Nous qui avons tout, nous sommes pour la paix ! », je sais ce que je dois leur crier à ceux-là : les premiers violents, les provocateurs, c'est vous !

Quand le soir, dans vos belles maisons, vous allez embrasser vos petits enfants, avec votre bonne conscience, vous avez probablement plus de sang sur vos mains d'inconscients, au regard de Dieu, que n'en aura jamais le désespéré qui a pris les armes pour essayer de sortir de son désespoir.

Mais nous ne trompons pas, il n'y a pas de violence qu'avec des armes, il y a des situations de violences.

Il y a tel et tel peuple du monde que je connais très bien, où j'ai été tant de fois et où il n'y a plus aucune espérance pour la foule des plus petits. Aucune espérance d'apprendre à vivre. Et j'avais crié, vous les riches – il y a des riches qui sont honnêtement riches – vous avez le devoir de dépenser.

Ceux qui stockeraient dans des coffres de banque de l'or, des bijoux, qui les accumuleraient comme un trésor. Car la fortune dans les temps d'épreuve doit être partagée, venant au secours en créant des entreprises viables pour donner de l'emploi et du salaire. »

QUI SOMMES-NOUS ?

Un petit groupe de cinq personnes qui trouve utile un organe de presse libre et indépendant pour s'exprimer à l'intérieur du mouvement des gilets jaunes.

CE NUMERO VOUS A PLU ?

Faites le savoir en nous écrivant à : bonheurenbas@protonmail.com.

Pour financer le prochain numéro, nous mettons à disposition une caisse de solidarité que vous trouverez en AG tous les lundis à 19h, Bourse du Travail.

Sans votre financement, nous ne pourrions continuer cette publication.

« Frères, bonheur en bas, sinon malheur en haut ! »

Victor Hugo, *L'Année terrible*, 1872